

Anna Fournier  
Mars 2024

## **Rapport d'enquête** **Projet V'herbage**

Ce document est un rapport détaillant la mise en place et l'analyse de deux enquêtes sociologiques dans le cadre de la première année du projet V'herbage. Celui-ci est porté par deux établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) : l'EPLEFPA de Douai (en particulier les sites de Sains du Nord et du Quesnoy) et l'EPLEFPA de Thiérache. Il a pour principal objectif de « renouer le dialogue entre éleveurs et société civile sur le territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache ».

### **I - Présentation du projet V'herbage :**

#### **A) Éléments de contexte :**

Le projet V'herbage s'inscrit sur le territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache (SAT), à cheval sur les départements du Nord et de l'Aisne. Il s'agit d'un territoire aux indicateurs socioéconomiques dégradés, avec notamment des taux de chômage et de pauvreté parmi les plus élevés de la France métropolitaine. Dans ce contexte territorial, l'Etat a contracté un « Pacte pour la réussite de la Sambre-Avesnois-Thiérache » afin d'en améliorer et d'en accélérer le développement. Cet engagement avec les collectivités territoriales, signé une première fois fin 2018, a été prolongé pour trois années supplémentaires fin 2021. Le financement du poste de CdPP par le MASA pour le projet V'herbage représente l'une des participations de l'Etat à ce pacte. Les deux EPLEFPA porteurs du projet, à travers leurs missions et leurs compétences en matière d'animation et de développement territorial, sont parties prenantes du Pacte SAT.

Le territoire est encore marqué par une agriculture d'élevage (40% des exploitations de la SAT sont des élevages bovins lait) qui façonne le paysage à travers les prairies, les bocages et le maintien de zones humides. Comme dans le reste de la France, l'agriculture tend à s'intensifier et les exploitations d'élevage trouvent de moins en moins de repreneurs, ce qui conduit souvent à l'agrandissement d'autres fermes d'élevage ou au remplacement de ces élevages par des fermes spécialisées dans les grandes cultures. Dans les Hauts-de-France, il y a eu 760 installations par an en moyenne entre 2010 et 2018, contre 1110 départs à la retraite (Agreste, Recensement agricole, 2020). Le maintien de l'élevage et le renouvellement des générations sont ainsi des enjeux agricoles majeurs sur le territoire, que ce soit en termes d'activité économique, d'emplois, de protection des ressources communes et d'attractivité du territoire.

Aujourd'hui, les agriculteurs, en particulier les éleveurs, font également face à un autre enjeu important : les attentes sociétales. L'Institut de l'Élevage (IDELE) a monté le projet CASDAR ACCEPT pour étudier l'acceptabilité des élevages par la société en France ; les travaux menés dans le cadre de ce projet constituent des ressources très importantes sur cette thématique. Le sujet des principales controverses évolue au cours du temps (E. Delanoue et C. Roguet, 2014) : elles se sont d'abord concentrées sur les impacts environnementaux dans les années 80, puis sur le bien-être animal lors de la crise de la vache folle et sur la santé publique à partir de 2000. Actuellement, les controverses principales ont pour objets les modèles d'élevage, l'éthique animale et les impacts environnementaux.

La Sambre-Avesnois-Thiérache ne faisant a priori pas figure d'exception à propos des différentes attentes sociétales, et les spécificités d'un territoire bocager auquel sont très attachés les habitants n'ayant pas été étudiées, il a semblé intéressant de se pencher, au sein d'un projet porté par des EPLEFPA, à la thématique des conflits et des tensions entre éleveurs et grand public, et aux solutions pouvant être mises en œuvre pour « renouer le dialogue » si besoin.

### **B) Les objectifs du projet :**

On peut articuler le projet V'herbage autour de trois objectifs principaux, qui ont par la suite été précisés au fur et à mesure de l'avancée des travaux :

- Objectif 1 : Impulser (ou reconstruire) des formes de dialogue constructives et dynamiques entre acteurs du territoire, en organisant avec les EPLEFPA des actions et événements permettant la rencontre des apprenants, des professionnels agricoles, du grand public et des acteurs du territoire.
- Objectif 2 : Rendre attractifs les métiers de l'élevage et le territoire, en identifiant et en travaillant collectivement sur les sujets de controverse. Il s'agit aussi bien de (re)construire une vision positive et partagée de l'élevage et de ses pratiques que de travailler sur l'évolution des pratiques elles-mêmes. La mobilisation privilégiée des apprenants pour travailler sur les attentes sociétales repose sur le pari qu'ils sont les plus à même de coconstruire un modèle durable et porteur d'avenir pour cette profession.
- Objectif 3 : S'appuyer sur le réseau des exploitations des EPLEFPA et sur des initiatives d'agriculteurs locaux pour redonner une image positive des systèmes d'élevage du territoire. Dans un territoire en déprise, mettre en avant des systèmes viables, respectueux des ressources communes et du patrimoine paysager est un levier pour communiquer de façon positive sur le métier d'éleveur et créer des échanges avec le grand public. Suivant les résultats exprimés sur le territoire, il pourra s'agir d'améliorer le bien-être animal, de redonner toute sa place au maillage bocager ou bien d'apprendre à parler du métier d'élever pour désamorcer des situations de controverse.

### **C) Déroulement des deux enquêtes :**

Lors des premiers mois du projet, un travail de recherches bibliographiques sur le territoire et sur les travaux des sciences sociales sur les conflits et les controverses liées à l'élevage a été réalisé. Cela a permis de mieux comprendre les dynamiques territoriales puis de créer, en partenariat avec l'Institut Godin, des grilles d'entretien adaptées pour l'enquête qualitative prévue

à partir du début de l'année 2024. Les entretiens de cette enquête se sont tenus de février à juin 2024. Dans le même temps a été construite et réalisée l'enquête quantitative, dont le point d'orgue a été la passation lors des Fermes Ouvertes sur les sites de Sains du Nord et de le Quesnoy, respectivement en avril et en mai. D'avril à octobre, la majorité du temps travail a été consacrée à la retranscription des entretiens et à l'analyse des deux enquêtes, puis à l'identification de thématiques de travail à proposer aux équipes d'enseignants et de formateurs des trois sites des EPLEFPA concernés par le projet.

## **II – L'enquête qualitative du projet V'herbage : conflits entre éleveurs et grand public sur le territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache et pistes de résolution des tensions :**

### **A) Présentation de l'enquête qualitative :**

Une enquête sociologique qualitative se base sur des entretiens avec différentes personnes. Dans le cas de l'enquête qualitative menée pour le projet V'herbage, il s'agissait d'entretiens semi-directifs : les échanges ont pour base une grille d'entretien avec des sujets à aborder et des questions, majoritairement ouvertes, à poser. Les objectifs de cette enquête étaient :

- D'avoir une meilleure vision du contexte agricole territorial.
- De déterminer s'il y a (ou a eu) des conflits entre éleveurs et grand public en Avesnois-Thiérache, et autour de quels sujets.
- De recueillir des idées ou des solutions pour limiter ces conflits potentiels, améliorer la communication entre éleveurs et grand public.

Pour cela, nous avons choisi de mener l'enquête auprès de trois publics différents : des éleveurs, des représentants d'associations ou de structures en lien avec le monde agricole et des élus du territoire (maires, conseillers municipaux, conseillers régionaux...). Pour la constitution des trois échantillons de personnes à enquêter, l'idée principale était d'avoir des profils variés : par exemple, en ce qui concerne les éleveurs, nous voulions des types de production différents, des SAU variées, de la vente directe ou non, de l'agriculture biologique ou de l'agriculture conventionnelle, des tailles d'exploitations variées... Nous n'avons pas cherché une représentativité statistique (ex : il y a telle proportion d'éleveurs bio sur le territoire donc on cherche la même proportion d'éleveurs bio dans l'échantillon) parce que nous voulions avant tout une diversité des points de vue et un maximum de profils étudiés. Nous avons décidé, en concertation avec l'Institut Godin et au vu du temps destiné à l'enquête, d'interroger 15 éleveurs (10 en Avesnois et 5 en Thiérache), 9 représentants d'associations ou de structures en lien avec le monde agricole et 6 élus.

Lors des entretiens, en fonction de la personne interrogée, nous abordions les caractéristiques son exploitation/de sa structure/de sa communauté de commune, son environnement socioprofessionnel et son avis sur les controverses sociétales autour de l'élevage (**annexe 2**). Les entretiens ont généralement eu lieu au domicile des personnes enquêtées et parfois sur leur lieu de travail (pour les entretiens avec les représentants d'assos et les élus). Ils étaient enregistrés puis retranscrits pour faciliter l'analyse par la suite.

Au total, il y a eu 15 entretiens avec des éleveurs (*figure 2*), comme prévu, mais seulement 7 avec des représentants d'associations (*figure 3*) et 5 avec des élus (*figure 4*), du fait de difficultés à contacter des interlocuteurs volontaires pour participer à l'enquête et de la durée limitée de celle-ci. Les 27 entretiens ont duré entre 40 minutes et 2h30 et représentent plus de 40h d'enregistrement. Comme évoqué dans la première partie de ce rapport, les entretiens avec les éleveurs ont été obtenus grâce à la transmission de contacts de la part de plusieurs structures partenaires du projet : l'ADARTH, Bio en Hauts-de-France et l'AAAT. On observe une belle diversité de profils dans l'échantillon des éleveurs, avec cependant une sur-représentation de l'Avesnois par rapport à ce qui était souhaité au départ : les éleveurs de l'Avesnois interrogés ont été contactés en premier car les contacts ont pu être obtenus plus rapidement et tous étaient partants pour faire un entretien, contrairement à ce qui se passe habituellement lors d'une enquête sociologique. A cause de la durée limitée de l'enquête, il n'a pas été possible de contacter plus d'éleveurs de Thiérache pour rééquilibrer l'échantillon. En ce qui concerne les échantillons des deux autres catégories enquêtées, on observe également une diversité des profils, ce qui était souhaitable pour notre enquête.

Numéro	Comcom	Indicateur de taille de l'exploitation (nb d'animaux, nb d'ha...)	Type de production	Vente directe ou non	AB, conventionnel... ?	Durée de l'entretien
1	3CA	70 VL   68 ha   1,5 UTH	VL	Non	conventionnel	1h43
6	3CA	88 VL + 20 VA   80 ha   2 UTH	VL + VA	Non	conventionnel	1h40
9	3CA	35 VL   50 ha   1 UTH	VL	Non	AB	2h
12	3CA	67 VL   64 ha   1,2 UTH	VL	Non	AB	2h22
2	CCSA	90 VL   120 ha   3,5 UTH	VL	Non	AB	2h33
5	CCSA	120 VA + 20 truies (400 cochons/an) + 50 brebis   120 ha   1,5 UTH	VA + porcs + ovins	Oui (boucheries + AMAP viande)	AB	1h57
3	CCPM	160 VL + 50 000 poulets   225 ha (3 sites de ferme)   4 UTH + 3 retraités	VL + volaille	Non	conventionnel	1h16
4	CCPM	75 VL   115 ha   2 UTH	VL	Oui (transformation fromage)	conventionnel	1h31
13	CCPM	40 VL   50 ha   DEA + 2 salariés	VL	Oui (transformation fromage)	AB	2h
7	CAMVS	170 VL   172 ha   2 UTH + 1 aide occasionnelle	VL	Non	AB	0h57
8	CAMVS	60 VL   50 ha   1 UTH	VL	Non	conventionnel	1h43
10	CAMVS	100 VL + 33 000 poulets   100 ha   4 UTH	VL + volaille	Non	conventionnel	2h27
11	CCPT	130 VL + 100 brebis   230 ha   3 UTH + 2 apprentis + 2 aides	VL + ovins	Oui	AB	1h59
14	CCTC	180 VL   143 ha   9 UTH	VL	Oui	AB	1h30
15	CCTC	1100 taurillons   550 ha   5 UTH	engraissement	Non	conventionnel	0h40

**Figure 1 :** Echantillon d'éleveurs interrogés pour l'enquête qualitative

Numéro	Village	Comcom	Structure / asso
1	Avesnes-sur-Helpe	3CA	DDTM 59
2	Vervins	CCTC	Thiérache Fermière
3	Avesnes-sur-Helpe	3CA	Les Parasites
4	Landrecies	CCPM	Service de remplacement
5	Saint-Amand-les-Eaux	CCPM	Fédération Chasse 59
6	Le Quesnoy	CCPM	Asso REI (refus des élevages intensifs)
7	Le Quesnoy	CCPM	Association Les Sens du Goût

**Figure 2 :** Echantillon de représentants d'associations ou de structures en lien avec le monde agricole interrogés pour l'enquête qualitative

Numéro	Village	Comcom
1	Bas-Lieu	3CA
2	Le Quesnoy	CCPM
3	Willies	CCSA
4	Burelles	CCTC
5	Clairfontaine	CCTC

**Figure 3 :** Echantillon d'élus du territoire interrogés pour l'enquête qualitative

## **B) Les enjeux liés à l'élevage en Sambre-Avesnois-Thiérache :**

Afin de comprendre au mieux les différents conflits liés à l'élevage et leurs impacts sur les éleveurs et le territoire, il semble important de faire en amont un panorama des enjeux du monde de l'élevage en Sambre-Avesnois-Thiérache. Nous développerons tout d'abord la vision des éleveurs, puis identifierons quels sont les enjeux soulevés par les représentants d'associations/structures et par les élus locaux.

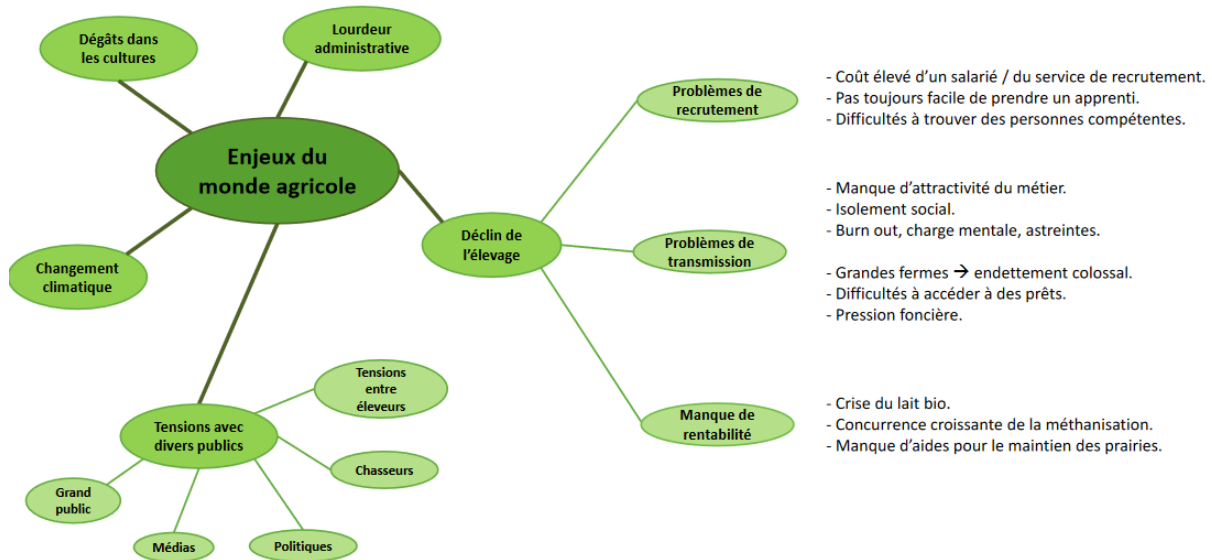
Les enjeux auxquels doivent faire face les éleveurs du territoires évoqués lors des entretiens avec les éleveurs sont divers (**figure 5**). Certains sont évoqués par quelques éleveurs seulement, comme les dégâts faits dans les cultures par les sangliers, corbeaux et lapins, et le changement climatique (ses impacts les plus couramment cités par les éleveurs sont les sécheresses et les inondations plus récurrentes). La majorité des éleveurs évoquent également la lourdeur administrative, qui s'est intensifiée depuis quelques années d'après eux. Les éleveurs interrogés évoquent aussi deux enjeux majeurs auxquels le monde agricole fait face actuellement : le déclin de l'élevage, et les tensions avec divers publics.

En ce qui concerne le déclin de l'élevage, il est effectivement avéré au niveau national et au niveau du territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache. D'après les éleveurs interrogés, il est dû à plusieurs causes : aux difficultés de recrutement, liées au coût élevé d'un salarié et du service de remplacement, ainsi qu'au fait qu'il peut être compliqué de recruter un apprenti (on observe en effet une baisse des effectifs dans les formations sur l'élevage dans les lycées agricoles au niveau national) ; aux problèmes de transmission des fermes et au manque de rentabilité des filières d'élevage. Les difficultés de transmission des exploitations seraient majoritairement dues à une baisse de l'attractivité du métier, qui ne correspond plus forcément à ce que souhaite la nouvelle génération de travailleurs en termes d'équilibre entre vie personnelle et vie professionnelle, en termes de charge de travail, d'astreinte et d'isolement social. Elles sont également liées à la pression financière du territoire, aux difficultés pour les jeunes agriculteurs d'accéder à des aides et des prêts suffisants pour pouvoir gérer l'endettement conséquent inhérent à la reprise d'exploitations de plus en plus grandes.

Le manque de rentabilité est lui en lien avec la crise du lait bio, qui a conduit sur le territoire à une plus faible rémunération du lait bio que du lait conventionnel, mais également en lien avec les difficultés économiques actuelles (inflation, augmentation importante du coût de l'énergie...) et avec le manque d'aides financières pour le maintien des prairies sur le territoire, qui peut rendre l'élevage moins rentable que les grandes cultures.

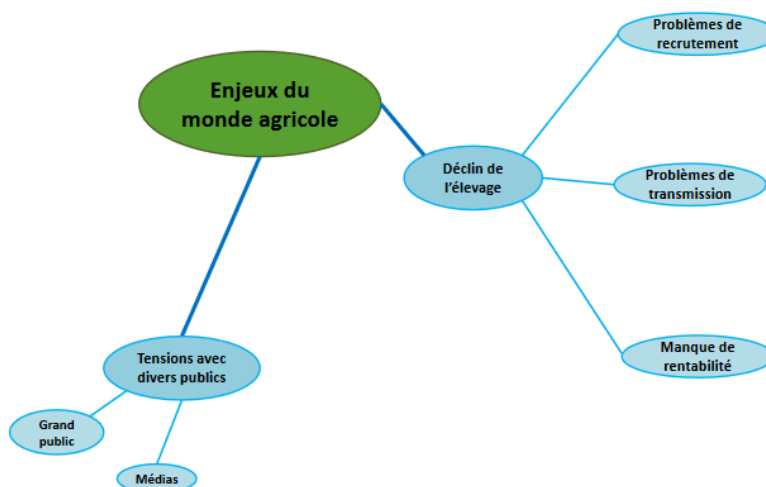
Nous reviendrons plus en détails sur les enjeux liés aux tensions évoquées entre les éleveurs interrogés et différents publics comme les chasseurs, le grand public, les élus locaux ou encore les médias dans la sous-partie suivante.

L'évocation de ces différents enjeux lors d'un entretien ne concernant pas directement ce sujet mais plutôt les conflits en lien avec le grand public témoigne du fait que le contexte agricole local actuel pèse déjà lourdement sur les éleveurs, et qu'il peut être, du moins en partie, responsable des tensions existant entre les éleveurs et les habitants du territoire non issus du milieu agricole.

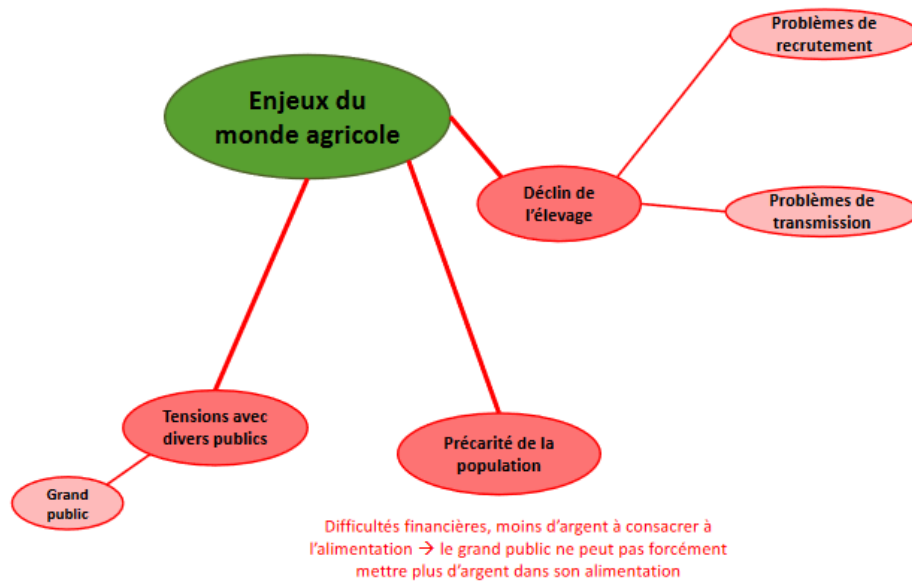


**Figure 4 :** Les enjeux auxquels doit faire face le monde de l'élevage en Sambre-Avesnois-Thiérache évoqués par les éleveurs interrogés

Pour les élus locaux interrogés (**figure 6**), il est important de prendre en compte, avant de discuter des conflits entre éleveurs et grand public, les enjeux agricoles actuels : eux aussi évoquent le déclin de l'élevage, avec la baisse d'attractivité du métier, les difficultés de recrutement de salariés agricoles ou de transmission des exploitations, et les tensions avec les médias. Les représentants d'associations/structures évoquent les mêmes enjeux (**figure 7**), ainsi qu'un autre élément de contexte territorial qui n'est pas cité par les deux autres catégories de personnes enquêtées : la précarité de la population. Selon les représentants qui en ont parlé, la précarité des habitants du territoire influence leurs relations avec les éleveurs, rendant plus difficile le contact direct avec les producteurs et les achats de produits locaux.



**Figure 5 :** Les enjeux auxquels doit faire face le monde de l'élevage en Sambre-Avesnois-Thiérache évoqués par les élus locaux interrogés



**Figure 6 :** Les enjeux auxquels doit faire face le monde de l'élevage en Sambre-Avesnois-Thiérache évoqués par les représentants d'associations/de structures interrogés

### C) Les différents conflits en lien avec l'élevage et les éleveurs sur le territoire :

#### 1) Les différents publics pouvant être en conflit avec les éleveurs sur le territoire :

Comme évoqué précédemment, il existe des conflits et des tensions entre les éleveurs et différents publics sur le territoire (**figure 8**). C'est par exemple le cas avec certains chasseurs, en lien avec les dégâts observés dans les cultures des éleveurs : « *Il y a de plus en plus d'intérêts divergents entre chasseurs et agriculteurs par rapport à la gestion de la faune sauvage* » (éleveur 4). D'après les personnes interrogées dans le cadre de l'enquête, les médias et les associations de protection des animaux et/ou de l'environnement cristallisent certains conflits et ne seraient pas honnêtes ni objectifs : « *La presse aime bien vendre du sensationnel, c'est une course au buzz* » (éleveur 10), « *L214 fait des photos intempestives et déforme la réalité* » (asso 4), « *Les assos de défense du bien-être animal utilisent les images d'un cas spécial pour faire leur propagande anti-élevage* » (éleveur 8), voire même totalement biaisés et partiels, selon certains éleveurs rencontrés : « *L214, ils ne sont pas tout blancs non plus. Ils sont financés en grande partie par l'Amérique pour décrédibiliser la viande et faire de la place à la viande chimio-artificielle* » (éleveur 10).

Un fait particulièrement marquant sur le territoire est qu'il existe d'importantes tensions et de nombreux conflits en interne, entre éleveurs. Ces tensions viennent par exemple de divergences d'opinions autour de ce qu'est le bien-être animal et de la venue d'agriculteurs belges sur le territoire : « *Je suis d'origine belge, au début je n'étais pas vraiment accepté* » (éleveur 10) mais surtout de différences de systèmes. On peut remarquer d'importants conflits entre les éleveurs en agriculture conventionnelle et les éleveurs en agriculture biologique, les premiers n'hésitant pas déprécier ouvertement l'agriculture biologique lors des entretiens : « *C'est très dangereux à mon avis de dire qu'il faut tout produire en bio demain parce qu'on ne sera pas capables de nourrir les gens* » (éleveur 10), « *A l'allure où ça va [l'accumulation de réglementations sur les exploitations], ce sera comme si on était en bio dans toute la France, on va vers un système*

*improductif à force d'interdire des produits phytosanitaires* » (éleveur 8), parfois même avec des arguments dont la validité scientifique pourrait être questionnée : « *Est-ce qu'on ne vit pas beaucoup plus vieux aujourd'hui, depuis qu'on traite et qu'on soigne l'agriculture ? Si les produits phytosanitaires étaient si mauvais, on n'aurait pas gagné autant d'années d'espérance de vie* » (éleveur 10). Les éleveurs bio rencontrés lors des entretiens ne semblent pas être dans une posture « d'attaque » similaire aux éleveurs conventionnels cités ci-dessus, la plupart d'entre eux se contentent d'exposer les difficultés auxquelles ils ont dû faire face parce qu'ils sont en agriculture biologique : « *Quand je suis passé en bio, du jour au lendemain on ne me regardait plus de la même façon* » (éleveur 2), « *Quand je suis arrivé, ça a un peu grincé des dents, j'étais un étranger qui venait s'installer en bio [...]. Je m'en suis pris plein la gueule au début : pour eux, le fait qu'on soit en bio est une critique du monde conventionnel* » (éleveur 5), mais certains d'entre eux sont également un peu plus vindicatifs en se défendant des arguments avancés par les éleveurs en agriculture conventionnelle : « *Les conventionnels, ils ne nourrissent pas le monde, ils nourrissent les animaux et les méthaniseurs pour certains* » (éleveur 11). Ces tensions internes ont un impact sur le lien entre les éleveurs et le grand public parce qu'elles impliquent un dédoublement des discours des éleveurs et peuvent ainsi conduire à une division du soutien du public.

## **2) Les objets des conflits entre éleveurs et grand public :**

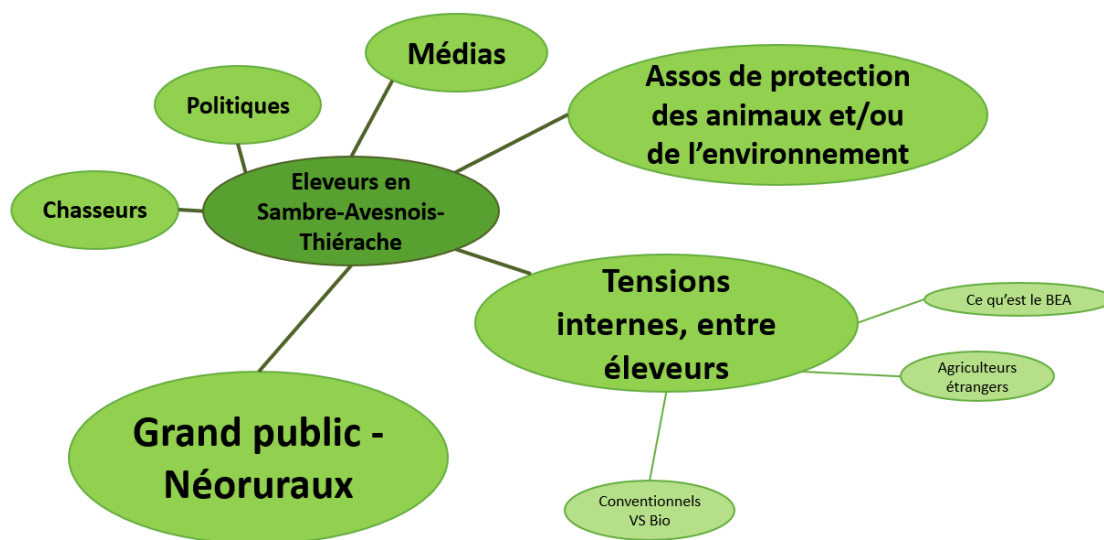
En se penchant sur la question des conflits entre le grand public et les éleveurs sur le territoire, on s'aperçoit qu'ils peuvent être séparés en deux catégories : les conflits liés au cadre de vie, et les conflits liés à la préservation de l'environnement et au bien-être animal. Pour la première catégorie, on retrouve des conflits liés aux nuisances sonores, aux nuisances olfactives, aux routes salies et abîmées par les tracteurs et les vaches, aux épines qui se retrouvent sur la route lors de l'entretien des haies, au retournement de prairies, à l'arrachage de haies ou encore aux vaches en divagation : « *Les exploitations au centre du village sont vouées à disparaître, les gens n'acceptent plus les problèmes de mouches, de bruit la nuit, d'odeurs, ils ne veulent plus attendre que les vaches traversent la route...* » (éleveur 10). La plupart des personnes interrogées considèrent que ces tensions sont majoritairement liées aux néo-ruraux et non aux personnes qui habitent dans les campagnes depuis longtemps : « *Il y a beaucoup de gens qui arrivent de la ville, ils veulent le confort de la campagne sans les nuisances qui vont avec* » (élu 1), « *Les gens de la ville, ils veulent être à la campagne mais c'est difficile pour eux de supporter les contraintes, le bruit, les odeurs, les routes sales...* » (éleveur 3), « *Le public qui met le plus de pression, c'est souvent les gens qui viennent de la ville* » (éleveur 8).

C'est également le cas, mais en moins grande proportion, pour les conflits liés à la préservation de l'environnement et au bien-être animal. Dans cette catégorie, on retrouve les conflits liés à la pollution des eaux, à l'impact environnemental de l'agrandissement des fermes d'élevage, à une méfiance envers la manière dont les éleveurs traitent les animaux, de leur naissance à leur mort, ou sur l'utilisation de produits phytosanitaires. D'après les éleveurs, ce dernier conflit est lié à une méconnaissance de la part du grand public de ce que sont les produits phytosanitaires, des réglementations liées à leur utilisation et de l'impact qu'ils ont sur les cultures, mais aussi de l'utilisation d'un pulvérisateur : « *Pour le grand public, dès qu'on épand quelque chose dans les champs, c'est des pesticides* » (éleveuse 6), « *Pour le gros de l'opinion publique aujourd'hui, si on pulvérise la nuit c'est parce qu'on utilise des produits interdits alors que c'est parce qu'il y a une meilleure absorption* » (éleveur 8).

Les conflits avec le grand public peuvent également être liés au comportement de celui-ci avec les éleveurs. Plusieurs des agriculteurs interrogés ou rencontrés au cours de cette enquête

ont en effet expliqué être, régulièrement ou ponctuellement, la cible d'incivilités de la part du grand public, de vol de matériel agricole, de dégradation et pollution des pâtures par des déchets lancés depuis les routes ou encore de dénonciation injustifiée auprès des forces de l'ordre (par exemple pour des routes sales qu'ils allaient justement nettoyer).

Tous les conflits évoqués ci-dessus ont des impacts concrets sur les éleveurs : mal-être, pression, sentiment d'être surveillé et d'être obligés d'expliquer leurs pratiques : « *On n'a rien à se reprocher quand on bosse mais on a toujours l'impression d'être coupable de quelque chose* » (éleveur 8). Cette enquête, qualitative, ne permet cependant pas de les quantifier. Quelques personnes interrogées soulignent cependant le soutien qui peut émaner du grand public envers les éleveurs : « *Je n'ai pas de problème avec le grand public, au contraire ; ce sont plus des supports que des problèmes* » (éleveur 11) et de l'entraide qui existe aussi sur le territoire : « *Ici, il y a pas mal d'entraide avec les agriculteurs : si notre tracteur ne fonctionne plus, on va demander de l'aide à l'agriculteur voisin* » (asso 3).



**Figure 7 :** Panorama des différents publics pouvant être en tension avec les éleveurs de Sambre-Avesnois-Thiérache

### **3) Les causes des conflits entre éleveurs et grand public :**

Les 27 entretiens menés ont permis de cerner plusieurs causes aux conflits pouvant exister entre éleveurs et grand public sur le territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache. L'une d'elle est liée à la spécificité bocagère du territoire et au très fort attachement des habitants à ces paysages particuliers : « *Le bocage c'est important, les gens y sont attachés* » (asso 4).

D'autres conflits sont liés aux choix de consommation du grand public. D'après près de la moitié des éleveurs interrogés, la faible rémunération des éleveurs est en partie liée au fait qu'il n'y a pas assez de débouchés pour la production locale parce que les habitants du territoire feraient de mauvais choix concernant leur alimentation, privilégieraient leurs loisirs à leur nourriture : « *Les gens disent qu'ils n'ont pas assez de sous pour acheter bien à manger mais quand tu vas au supermarché, les conneries qu'il y a dans les caddies...* » (éleveur 5). Pour plusieurs représentants d'associations ou de structures interrogés, cette situation est due à la forte précarité

de la région plutôt qu'à des « mauvais » choix : « Ici, on a une population pauvre et on attire forcément les gens vers les prix les plus bas » (asso 1).

Le reste des conflits est lié à une forte méconnaissance de la réalité du monde agricole par le grand public. D'après les personnes interrogées, les habitants qui ne sont pas issus du milieu agricole auraient des idées préconçues sur celui-ci, auraient perdu des connaissances en élevage et en cuisine au fil du temps et n'auraient pas conscience de l'évolution de l'agriculture : « Les gens ont l'image de l'agriculture de leurs grands-parents, des petites exploitations à 20 vaches » (élu 5), « Je pense que les gens ont dans l'idée que la qualité c'est de faire comme les vieux systèmes, mais pour moi le bien-être des animaux est bien mieux maintenant. Ils disent toujours 'le bon vieux-temps', mais qui veut travailler comme au bon vieux temps ? » (éleveur 2). Cet éloignement progressif du grand public du monde agricole est également lié au fait que les agriculteurs sont maintenant minoritaires dans le monde rural et tendent à l'être de plus en plus au vu des chiffres des transmissions d'exploitations agricoles, et que les gens ont par conséquent moins de liens familiaux avec l'agriculture : « 3 ou 4 générations plus loin, tout le monde avait des origines agricoles dont tout le monde savait. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, tout le monde a oublié comment on vit dans le monde agricole » (asso 4). Cela peut expliquer, du moins en partie, l'anthropomorphisme grandissant dans la population : « Il y a un amalgame avec les animaux d'élevage parce que les gens sont émotionnellement attachés à leurs animaux de compagnie et le projettent sur nos animaux d'élevage » (éleveuse 13), qui conduit à une attention de plus en plus appuyée du grand public sur les conditions de vie des animaux d'élevage et a pu mener à plusieurs occasions à des dénonciations auprès de l'administration d'après les éleveurs interrogés.

Cette méconnaissance des conditions concrètes dans lesquelles un élevage peut exister en France et de la réalité du métier d'éleveur est en partie due, pour les personnes enquêtées, à une influence néfaste des médias et des associations de protection animale : « Les gens sont conditionnés par les actualités et les réseaux sociaux » (éleveur 3). Plusieurs personnes interrogées évoquent également les difficultés des éleveurs à expliquer leurs pratiques, ce qui permettrait pourtant de « contrebalancer » les informations obtenues par le grand public à travers des médias « biaisés » : les éleveurs manqueraient de temps, ne connaîtraient pas les techniques et les méthodes pour expliquer clairement leurs pratiques à un public non averti, et auraient des difficultés à organiser des fermes ouvertes en plus de leur charge de travail quotidienne.

#### **D) Les pistes de solutions proposées pour dénouer les tensions entre éleveurs et grand public :**

Lors des différents entretiens, de nombreuses pistes ont été proposées pour faciliter le dialogue entre les éleveurs et le grand public sur le territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache. Elles peuvent être regroupées en deux catégories principales : la pédagogie et la communication.

Les solutions basées sur la pédagogie proposées par les personnes enquêtées s'adressent à quatre publics différents : le grand public, les jeunes dans l'enseignement agricole, les éleveurs et les élus locaux.

Pour la pédagogie à destination du grand public, il s'agit d' « aller à la rencontre des jeunes et des familles pour leur dire ce qu'est vraiment l'agriculture, sortir de la caricature et des idées préconçues, montrer que c'est un métier moderne » (élu 5). Il paraît pertinent aux personnes interrogées de mener des actions de pédagogie auprès du grand public pour lutter contre les

stéréotypes sur l'élevage, réexpliquer les bases de l'agriculture, faire prendre conscience des évolutions qu'elle a connues (aussi bien au niveau des pratiques agricoles que des réglementations à respecter) et des efforts fournis par les éleveurs pour limiter les nuisances, ainsi que d'expliquer les différents services rendus par l'élevage, en lien notamment avec le bocage et les paysages. Les moyens proposés pour mettre en œuvre cette pédagogie sont la création de lieux d'échanges avec les éleveurs, le développement des classes découverte pour les enfants (avec le Savoir Vert notamment) et de classes découverte adaptées aux adultes, ainsi que le maintien des événements locaux comme la Fête du Lait sur Le Quesnoy ou la Foire aux Fromages de la Capelle, qui permettent la liaison entre le monde agricole et le grand public.

Les idées concernant la pédagogie à destination des jeunes dans l'enseignement agricole proposées lors des entretiens relèvent à la fois des programmes scolaires, avec notamment l'idée de parler plus souvent d'agriculture biologique, paysanne ou de conservation des sols lors des cours, afin de répondre à certaines des attentes sociétales concernant la préservation de l'environnement, et à la fois des compétences et capacités que les jeunes peuvent développer grâce à leur parcours scolaire. Il s'agit alors de les former à parler de leurs pratiques et des choix qu'ils feront sur leur exploitation, et de les faire prendre conscience des connaissances qu'ils ont dans le domaine agricole par rapport à un public qui n'est pas familier de ce sujet. Il a également semblé important à plusieurs éleveurs et élus interrogés que les futurs éleveurs s'engagent au niveau politique local : « *C'est très important qu'il y ait des agriculteurs parmi les élus pour expliquer leurs pratiques et leur position* » (élu 1).

La pédagogie pourrait également être utilisée à destination des éleveurs : il semblerait en effet pertinent et important que les éleveurs puissent avoir accès à des formations pour apprendre à avoir une posture adaptée pour répondre aux médias ou au grand public, pour apprendre à communiquer et à expliquer leurs choix.

La dernière cible à viser à travers la pédagogie serait les élus locaux : l'objectif serait de les former aux enjeux actuels de l'agriculture et aux pratiques agricoles pour qu'ils soient plus à même de gérer des conflits localisés entre éleveurs et grand public.

Comme évoqué plus haut, la communication est une autre solution proposée très souvent lors des entretiens. Elle devrait être à destination de deux publics différents : les éleveurs d'une part, et le grand public d'autre part.

Communiquer auprès des éleveurs via le projet V'herbage semble en effet utile pour renouer le dialogue entre ces derniers et le grand public si cela permet de les inciter à prendre le temps d'ouvrir les portes de leur exploitation, de faire des chantiers participatifs sur leur ferme, de communiquer sur leurs pratiques... Une bonne communication pourrait également permettre de les inciter à limiter les nuisances autant que possible et de leur faire prendre conscience que malgré des tensions existant avec certains publics, on observe un fort soutien du grand public pour les éleveurs et les agriculteurs en général en Sambre-Avesnois-Thiérache.

Evidemment, communiquer des informations sur l'élevage au grand public est primordial pour faciliter le dialogue. Cette communication pourrait se faire à parti des nouveaux moyens de communication comme les réseaux sociaux mais également des moyens de communication plus traditionnels comme les journaux locaux

## **E) Bilan de l'enquête qualitative :**

Il ressort de cette enquête qualitative qu'il n'est pas une priorité de monter des groupes d'éleveurs pour réfléchir aux attentes sociétales, comme c'était pressenti dans les débuts du projet V'herbage. En effet, les échanges avec les éleveurs, au cours des entretiens et lors de différentes discussions informelles, ont montré qu'ils considèrent déjà faire de leur mieux pour respecter les réglementations et répondre aux attentes sociétales, perçues pour une partie d'entre eux comme « illégitimes » du fait du manque de connaissances agricoles du grand public, selon eux. Pour ces éleveurs, il faudrait en priorité faire prendre conscience au grand public de ce qu'est le métier d'éleveur et de la réalité de ce travail au quotidien. Ils ne considéreront les attentes sociétales comme légitimes qu'à partir du moment où le grand public en saura « assez » sur l'élevage et l'agriculture.

Les nombreuses tensions entre les éleveurs sont probablement un frein au dialogue avec le grand public, dans le sens où les discours des éleveurs peuvent diverger voire s'opposer (sur les questions du bien-être animal, de ce qu'est un élevage de qualité ou encore de l'agriculture biologique par exemple), ce qui rend les messages confus. Certains discours climatosceptiques peuvent également être diffusés par des agriculteurs. En voici quelques exemples, entendus lors des entretiens et d'évènements locaux : « *Au final, est-ce qu'on ne vit pas beaucoup plus vieux aujourd'hui, depuis qu'on traite et qu'on soigne l'agriculture [avec des produits phytosanitaires] ? Si c'était aussi mauvais, on n'aurait pas gagné autant d'années d'espérance de vie* » (éleveur 10) ; « *On croit que le bio c'est l'agriculture de nos grands-parents mais on oublie de dire qu'après la guerre, tout le monde était en bio, que l'espérance de vie était de 45-50 ans, qu'il y avait des maladies dans les céréales qui amenaient des cancers. Aujourd'hui, l'espérance de vie est entre 70 et 80 ans, on a multiplié les rendements par deux, il faut se poser les bonnes questions. Si on se met tous en bio, est-ce qu'on ne va pas faire un retour en arrière sur la longévité de la vie ?* » (élu 4, également agriculteur) ; « *Le changement climatique, pour moi c'est une grosse foutaise. Pendant que le Pôle Nord fond, le Pôle Sud n'a jamais été aussi froid* » (élu 4).

Cela pose plusieurs questions : quel(s) discours faciliter auprès du grand public ? Comment s'assurer que les informations transmises aient des fondements scientifiques ? Nous essaierons d'y répondre dans la suite du projet V'herbage, à travers la mise en place de groupes de travail que nous détaillerons plus tard dans ce rapport.

Pour compléter ce travail d'enquête réalisée auprès d'éleveurs, d'élus locaux et de représentants d'associations ou de structures en lien avec le milieu agricole, autour de la thématique des conflits pouvant exister entre les éleveurs et le grand public sur le territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache, il nous a semblé important de recueillir directement l'avis du grand public. Nous avons pour cela mis en place une enquête quantitative, par questionnaire, que nous allons présenter dans la partie suivante.

### III – L'enquête quantitative du projet V'herbage : intérêt et connaissance du monde de l'élevage par les habitants du territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache :

#### A) Présentation de l'enquête quantitative :

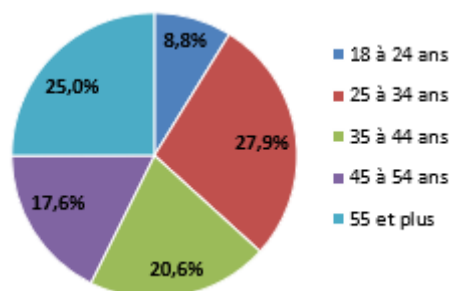
L'idée initiale d'enquête quantitative était donc d'obtenir l'avis du grand public sur les conflits potentiels avec les éleveurs du territoire. Si nous avions eu assez de temps, nous aurions pu mettre en place une enquête d'assez grande envergure, avec des micros-trottoirs, des questionnaires déposés dans des endroits stratégiques etc. Comme l'enquête qualitative était déjà très dense, nous avons décidé de faire passer les questionnaires de l'enquête quantitative lors de trois événements organisés par les lycées concernés par le projet : la Ferme Ouverte de la ferme du Défriché (site de Sains du Nord) en avril, la Ferme Ouverte de la ferme de Potelle (site de Le Quesnoy) en mai et la Journée Portes Ouvertes (JPO) du lycée Thiéra'Natura (site de Fontaine-les-Vervins) en mai également.

L'objectif de cette enquête était alors de comprendre quelles personnes venaient sur les fermes des lycées et pourquoi, de trouver des pistes pour attirer d'autres publics et de déterminer des pistes de travail pour des actions pédagogiques à mener dans la suite du projet avec des classes d'apprenants et/ou des partenaires.

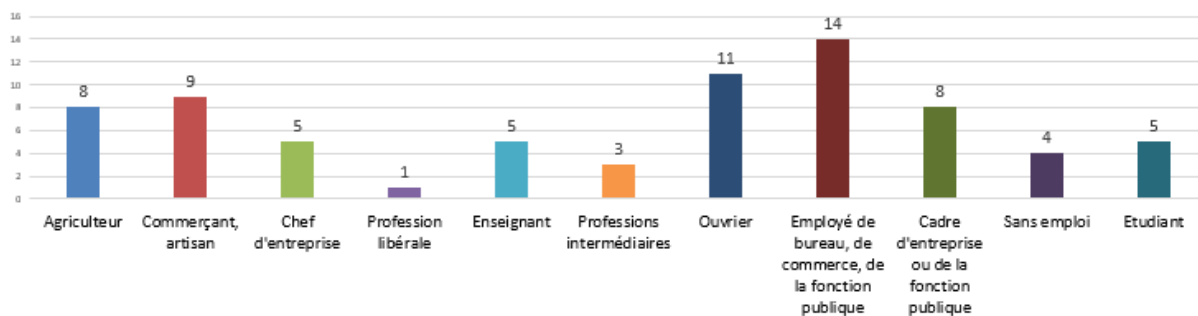
Le questionnaire de 5 pages était présenté en format papier et également accessible en ligne pour les personnes qui le souhaitaient. Il abordait différents sujets : l'intérêt de la personne enquêtée pour l'évènement, son intérêt pour l'élevage en général, ses connaissances de conflits potentiels avec des éleveurs sur le territoire et ses habitudes de consommation.

La JPO de Fontaine-les-Vervins ayant été annulée, les questionnaires ont été administrés lors des Fermes Ouvertes sur les deux autres sites concernés par le projet et plusieurs exemplaires ont été laissés en libre-service à la boutique de producteurs du lycée Thiéra'Natura. Nous avons obtenu 25 réponses sur Sains du Nord, 40 réponses sur Le Quesnoy et 3 sur Fontaine-les-Vervins, ce qui fait un total de 68 réponses.

Parmi les personnes qui ont répondu au questionnaire, 62% sont des femmes et on observe une surreprésentation des 25-34 ans (**figure 9**). Onze personnes se déclarent flexitariennes (16,7%) et une végétarienne (1,5%). D'après un sondage mené par FranceAgriMer en 2020, il y aurait 2% de végétariens en France et 24% de flexitariens ; ces différents régimes alimentaires sont donc légèrement sous-représentés au sein de notre échantillon. En ce qui concerne les catégories socio-professionnelles des personnes qui ont répondu au questionnaire, elles sont assez variées (**figure 10**), avec tout de même une surreprésentation des employés de bureau, de commerce et de fonction publique (ce qui peut s'expliquer par le fait qu'une partie des répondants travaille dans les lycées) et des ouvriers.



**Figure 8 :** Répartition en classes d'âges des répondant.es



**Figure 9 :** Répartition en catégories socio-professionnelles des répondant.es

## **B) Intérêt et connaissances du monde de l'élevage par le public venant sur les fermes des lycées agricoles :**

Parmi les personnes qui ont répondu au questionnaire, 85% déclarent s'intéresser à l'élevage en France (37% des répondants disent s'y intéresser un peu et 48% s'y intéresser beaucoup). Malgré cet intérêt exprimé, plus de 60% d'entre elles disent ne pas savoir s'il y a des tensions ou des conflits liés à l'élevage sur le territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache. A l'inverse, 26,5% des répondants (soit 18 personnes) affirment qu'il y a des tensions. Pour ces derniers, la plupart des conflits en lien avec l'élevage sont dus aux habitants qui ne seraient pas capables de supporter les conséquences nécessaires de l'élevage : « *les gens râlent parce qu'il y a du bruit et que les routes sont sales, mais c'est normal, c'est la campagne* », « *les gens se plaignent des nuisances mais il faut bien que les agriculteurs fassent leur boulot* ».

De nombreux conflits seraient également liés à l'impact des exploitations sur l'environnement, la biodiversité et le bien-être animal : le « *non-respect des règles environnementales* » a ainsi été évoqué, tout comme « *l'arrachage intempestif de haies* » et « *le manque de liberté pour l'espèce animale* ».

Plusieurs personnes évoquent également des tensions entre agriculteurs et les compétitions entre éleveurs : « *C'est toujours le même problème : c'est à celui qui aura le plus gros tracteur, même si ça ne va pas avec la rentabilité de leurs activités !* ». Ces conflits seraient accentués par les tensions économiques pour les producteurs, les contraintes réglementaires et la pression foncière.

Lorsqu'on demande aux répondants par quels moyens ils obtiennent des informations sur l'élevage, la réponse qui revient le plus souvent (40 fois) est « *via des discussions avec des éleveurs* ». Cela rejoint le fait que 80% d'entre eux avaient déjà visité une exploitation avant de venir sur les fermes des lycées : il semblerait qu'il y ait déjà un assez bon dialogue entre les éleveurs et les habitants du territoire, du moins avec ceux qui viennent aux événements organisés sur les fermes des lycées. Parmi les autres réponses données, on retrouve ensuite les émissions télévisées et les réseaux sociaux (réponses citées 27 fois chacune) puis les sites internet (13 fois), les journaux (12 fois) et les émissions radio (8 fois).

Il est également à noter que 100% des personnes ayant répondu au questionnaire disent être satisfaites d'avoir des élevages sur leur territoire. La majorité des répondants le sont parce que cela permet de « *connaître la provenance et les conditions d'élevage* », d'avoir des « *produits de*

*qualité en circuit court*», « *d'acheter directement au producteur, de diminuer le nombre d'intermédiaires, de s'assurer de la fraîcheur des produits et de la traçabilité* », de « *participer au développement rural du territoire* ». D'autres arguments sont plutôt liés à la qualité de vie, et au fait que l'élevage permet le maintien de prairies, de haies, d'un paysage bocager ainsi que la présence d'animaux dans les campagnes : « *il n'y a rien de mieux que la nature !* », « *il y a du vivant, c'est l'esprit de la campagne* ». Certains répondants évoquent également le fait que l'élevage est « *une âme sur le territoire* », qu'il permet « *une meilleure sensibilisation au public néophyte* » et que le métier d'éleveur est « *un métier intéressant qui doit être découvert par nos enfants car on en dépend tous* ».

Il serait probablement intéressant de transmettre ce chiffre et ces arguments aux éleveurs du territoire, au vu des pressions qu'ils perçoivent de la part d'une partie du grand public : cela permettrait de prouver le soutien de la plupart des habitants du territoire à l'élevage local.

### **C) Les moyens à prioriser pour renouer le dialogue entre les éleveurs et les habitants de la Sambre-Avesnois-Thiérache :**

D'après les réponses au questionnaire obtenues, les moyens les plus efficaces pour communiquer auprès du grand public à propos d'évènements organisés sur des fermes sont le bouche-à-oreille, les réseaux sociaux et les affiches. Les activités qui étaient proposées sur les Fermes Ouvertes sont l'élément qui a permis d'attirer le plus de monde : il y avait notamment un marché de producteurs locaux et des visites de l'exploitation organisées sur les deux sites concernés par les Fermes Ouvertes. Sur Sains du Nord, un vide-greniers était également organisé, ainsi qu'une exposition de tracteurs anciens, tandis que plusieurs activités mises en place pour les enfants se sont tenues sur la Ferme de Potelle, à Le Quesnoy. L'envie de connaître la ferme du lycée est également une des réponses qui est revenue le plus souvent à la question « *Qu'est-ce qui vous a donné envie de venir à la Ferme Ouverte ?* ». Pour renouer le dialogue entre les éleveurs et le grand public, il semble donc intéressant d'organiser des activités familiales sur les fermes pour y attirer des parents avec leurs enfants, et de communiquer en grande partie via des affiches et les réseaux sociaux.

Les personnes ayant répondu au questionnaire se disent intéressées pour avoir plus d'informations sur le rôle des certaines pratiques agricoles, plus d'informations sur le rôle et la composition des produits utilisés (notamment les produits phytosanitaires) ainsi que sur les réglementations à respecter. Elles exprimaient une assez forte volonté de mieux comprendre le monde de l'élevage. Pour faire passer ce genre d'informations, les moyens les plus appropriés seraient les Fermes Ouvertes, les échanges directs avec les éleveurs et la communication via les réseaux sociaux.

## **Conclusion :**

Ces deux enquêtes, qualitative et quantitative, nous ont permis d'identifier les objets et les causes des conflits entre éleveurs et grand public sur le territoire de la Sambre-Avesnois-Thiérache, ainsi que plusieurs solutions possibles pour renouer le dialogue et limiter ces tensions.

Les résultats obtenus ont permis de définir des objectifs stratégiques pour les deux dernières années du projet :

- **Objectif 1 :** Impulser des formes de dialogues constructives et dynamiques entre apprenants, professionnels de l'élevage, grand public et acteurs du territoire. Participer à / Créer des actions pour permettre des échanges entre (futurs) éleveurs et grand public.
- **Objectif 2 :** Communiquer de façon positive sur le métier d'éleveur, redonner une image positive des systèmes d'élevage du territoire. Former les (futurs) éleveurs à parler de leurs pratiques, à faire preuve de pédagogie, à communiquer avec un public non agricole.
- **Objectif 3 :** Mener des actions pédagogiques à destination du grand public, des (futurs) éleveurs et des élus du territoire.

Plusieurs activités ont déjà été mises en place avec certaines classes dans le cadre du projet et l'organisation de groupes de travail avec les partenaires dans les semaines à venir permettra de traduire les résultats obtenus via les enquêtes en actions et évènements concrets.

## **Bibliographie :**

- Elsa Delanoue, 2018 : « Débats et mobilisations autour de l'élevage : analyse d'une controverse », Université Rennes 2.
- Elsa Delanoue et Christine Roguet, 2014 : « Recensement et analyse des controverses sur l'élevage en France : regards croisés de différents acteurs de la société », Séminaire du GIS Elevages Demain.
- Agreste, 2020 : « Référencement agricole ».